EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL

Conseil du 11 mars 2024

Délibération n° 2024-2212

Commission pour avis : développement économique, numérique, insertion et emploi

Commission(s) consultée(s) pour information :

Commune(s) :

Objet : Insertion - Actions d'insertion hors insertion par l'activité économique (IAE) - Attribution de subventions de fonctionnement pour les organismes œuvrant à l'accompagnement vers l'emploi et l'activité des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - Programmes d'actions 2024

Service : Délégation Développement responsable - Direction Insertion et emploi

Rapporteur : Madame Séverine Hémain

Président : Madame Émeline Baume

Nombre de conseillers en exercice au jour de la séance : 150

Date de convocation du Conseil : vendredi 23 février 2024

Secrétaire élu(e) : Madame Fanny Dubot

Présents : Mme L. Arthaud, M. B. Artigny, Mme F. Asti-Lapperrière, M. P. Athanaze, Mme C. Augey, M. M. Azcué, M. B. Badouard, M. F. Bagnon, M. L. Barge, M. N. Barla, Mme É. Baume, M. Y. Ben Itah, M. I. Benzeghiba, M. B. Bernard, M. P. Blache, Mme S. Blachère, M. P. Blanchard, M. Y. Blein, Mme L. Boffet, Mme D. Borbon, Mme Y. Bouagga, Mme F. Bouzerda, Mme N. Bramet-Reynaud, Mme C. Brossaud, M. R. Brumm, Mme V. Brunel, M. J. Bub, M. F-N. Buffet, Mme C. Burillon, Mme M-C. Burriland, Mme M-A. Cabot, M. F. Camus, M. J. Camus, Mme C. Cardona, Mme M. Carrier, Mme S. Chadier, M. P. Chambon, M. P. Charmot, M. M. Chihi, M. P. Cochet, M. C. Cohen, Mme G. Coin, Mme B. Collin, M. G. Corazzol, Mme D. Corsale, Mme D. Crédoz, Mme C. Crespy, Mme C. Creuze, Mme L. Croizier, M. H. Dalby, M. P. David, M. R. Debû, Mme F. Delaunay, M. G-L. Devinaz, M. M. Diop, M. I. Doganel, M. G. Doucet, Mme V. Dubois Bertrand, Mme F. Dubot, Mme C. Dupuy, Mme H. Duvivier Dromain, Mme M. Edery, Mme M. El Faloussi, Mme C. Etienne, Mme M. Fontaine, Mme S. Fontanges, Mme R-F. Fournillon, Mme L. Fréty, Mme N. Frier, M. A. Galliano, M. G. Gascon, Mme H. Geoffroy, Mme N. Georgel, M. C. Geourjon, M. C. Girard, Mme V. Giromagny, M. S. Godinot, M. S. Gomez, M. M. Grivel, Mme A. Groperrin, M. F. Groult, M. P. Guelpa-Bonaro, Mme M. Guerin, M. T. Haon, Mme S. Hémain, Mme B. Jannot, Mme Z. Khelifi, M. D. Kimelfeld, M. J-C. Kohlhaas, Mme C. Lagarde, M. L. Lassagne, Mme M. Lecerf, M. M. Le Faou, M. L. Legendre, M. J-M. Longueval, M. V. Lungenstrass, M. M. Maire, M. C. Marguin, M. R. Marion, M. P-A. Millet, M. J. Mône, M. V. Monot, Mme V. Moreira, Mme D. Nachury, M. F. Novak, Mme C. Panassier, M. R. Payre, M. L. Pelaez, Mme J. Percet, M. É. Perez, Mme N. Perrin-Gilbert, Mme I. Petiot, M. G. Petit, Mme M. Picard, Mme M. Picot, M. G. Pillon, Mme S. Popoff, M. E. Portier, Mme C. Pouzergue, Mme É. Prost, M. C. Quiniou, M. M. Rantonnet, M. J-C. Ray, Mme A. Reveyrand, Mme V. Roch, M. T. Rudigoz, Mme S. Runel, Mme M. Saint-Cyr, Mme V. Sarselli, Mme J. Sechaud, M. L. Seguin, M. J-J. Sellès, Mme N. Sibeud, Mme C. Subai, M. F. Thevenieau, M. Y-M. Uhlrich, Mme L. Vacher, M. C. Van Styvendael, M. É. Vergiat, Mme B. Vessiller, M. M. Vieira, M. M. Vincent, Mme M. Vullien, M. D. Vullierme, Mme S. Zdorovtsoff.

Absents excusés : Mme F. Benahmed (pouvoir à Mme C. Creuze), M. J-L. Da Passano (pouvoir à M. D. Kimelfeld), Mme N. Dehan (pouvoir à Mme F. Dubot), Mme I. Perriet-Roux (pouvoir à M. Y. Blein), M. J. Smati (pouvoir à Mme C. Dupuy).

Conseil du 11 mars 2024**Délibération n° 2024-2212**

Commission pour avis : développement économique, numérique, insertion et emploi

Commission(s) consultée(s) pour information :

Commune(s) :

Objet : Insertion - Actions d'insertion hors insertion par l'activité économique (IAE) - Attribution de subventions de fonctionnement pour les organismes œuvrant à l'accompagnement vers l'emploi et l'activité des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - Programmes d'actions 2024

Service : Délégation Développement responsable - Direction Insertion et emploi

Le Conseil,

Vu le rapport du 21 février 2024, exposant ce qui suit :

I - Contexte

Le programme métropolitain d'insertion pour l'emploi (PMI'e) 2022-2026, approuvé par délibération du Conseil n° 2022-0918 du 24 janvier 2022, prévoit le développement de l'action de la Métropole de Lyon autour de cinq axes stratégiques thématiques :

- lutter contre l'exclusion sociale et améliorer l'accès aux droits,
- garantir des parcours d'insertion individualisés sans rupture,
- favoriser l'insertion des jeunes en précarité,
- accompagner l'engagement des entreprises et des salariés en faveur de l'insertion,
- soutenir le développement des entreprises à vocation d'insertion.

Par ailleurs, deux modes de faire transversaux complètent ces axes stratégiques sur les modalités et la méthodologie de travail qui devront accompagner la mise en œuvre de ce Pmi'e :

- renforcer la participation des personnes concernées pour développer leur pouvoir d'agir,
- améliorer la collaboration entre acteurs pour simplifier l'accès au service public de l'insertion et de l'emploi.

La délibération présente les subventions aux associations qui accompagnent les allocataires du RSA ainsi que les subventions attribuées aux structures intervenant au titre des actions/étapes d'insertion complémentaires à l'accompagnement individuel, hors IAE. Ces actions d'insertion sont des outils pour lever les freins périphériques à l'emploi, pour dynamiser les parcours et proposer des mises en situation de travail.

Deux autres délibérations complémentaires sont présentées à ce Conseil, la délibération proposant l'attribution de subventions par la Métropole dans le cadre de son appel à projets pour favoriser l'émergence de parcours intégrés vers les métiers en tension et la délibération portant sur la mise en œuvre du revenu solidarité jeunes (RSJ) et l'accompagnement des jeunes en insertion professionnelle.

II - L'accompagnement des bénéficiaires du RSA

1° - Cadre d'action et point d'étape sur la refonte des parcours d'accompagnement

La loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 portant sur la généralisation du RSA et réformant les politiques d'insertion prévoit un droit à l'accompagnement pour tous les bénéficiaires du RSA et le rend obligatoire pour ceux qui ont des ressources d'activité jugées insuffisantes. La Métropole a la responsabilité d'organiser cet accompagnement et la mise en place de parcours d'insertion.

L'accompagnement des bénéficiaires du RSA est un élément central de leur parcours d'insertion. Il doit mobiliser le bénéficiaire vers l'activité, accroître son employabilité et faciliter son accès à l'entreprise.

La loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi porte l'ambition d'un renforcement de l'accompagnement des personnes à l'accès ou au retour à l'emploi. Il s'agit, tout d'abord, de rendre cet accompagnement effectif pour la totalité des allocataires du RSA, comme la Métropole s'y est engagée dès 2022 dans le cadre des objectifs du nouveau PMI'e. Cette loi pose également de nouvelles exigences vis-à-vis de l'accompagnement à proposer aux allocataires du RSA et dans la coopération entre les acteurs du service public de l'emploi.

Sur les modalités de cet accompagnement renforcé, des décrets d'application doivent venir préciser le cadre fixé par la loi. À cet égard, l'expérimentation France Travail menée sur le territoire de Givors Grigny, comme dans 17 autres territoires au plan national, devrait permettre d'évaluer, en termes d'efficacité sur le parcours usager et d'impact sur les personnes, les effets d'une orientation plus rapide, d'un accompagnement intensifié et d'une plus grande coordination des démarches à l'égard des entreprises pour accueillir ces publics.

Sur l'agglomération, l'accompagnement est actuellement réalisé pour près de 49 % des personnes accompagnées, par des conseillers de France Travail, pour 23 % par les travailleurs sociaux de la Métropole situés en Maison de la Métropole (MDM) et pour 28 % par des structures conventionnées avec la Métropole.

L'orientation entre les diverses modalités d'accompagnement est décidée par la Métropole, au vu des besoins d'insertion et de la position du bénéficiaire par rapport à l'emploi. Concrètement, depuis octobre 2020, les bénéficiaires participent à une information collective expliquant les droits et les devoirs attachés au dispositif RSA et les possibilités d'orientation s'offrant à eux, puis ils sont reçus en entretien individuel pour définir, avec un conseiller, le parcours d'insertion le plus adapté à leur situation. L'amélioration, en termes de rapidité et de nombre de personnes concernées, entraîne un besoin croissant d'accompagnement socio-professionnel vers l'emploi, d'où une augmentation du nombre de places proposées, et de l'exigence en termes de suivi de la personne et d'évaluation des avancées vers l'emploi.

Conformément aux objectifs du PMI'e, et suite à un important travail de concertation avec toutes les parties prenantes, les parcours socio-professionnels ont été repensés afin de :

- simplifier la compréhension des différents accompagnements proposés et favoriser l'implication des personnes accompagnées,
- permettre un accompagnement continu, global et adapté aux besoins des personnes les plus en difficulté, au 1^{er} rang desquels les allocataires du RSA,
- fiabiliser et améliorer le dialogue de gestion avec les associations partenaires afin d'apprécier avec elles les résultats produits au cours de l'année et prendre en compte les évolutions nécessaires. Il s'agit, notamment, d'accompagner les adaptations nécessaires afin de favoriser les meilleures pratiques professionnelles au regard des résultats attendus,
- augmenter le nombre de places pour accompagner les allocataires du RSA orientés vers les parcours socioprofessionnels.

Un seul parcours socioprofessionnel remplace désormais les précédents itinéraires emplois diversifiés, renforcés et innovants, quel que soit le statut administratif de la personne accompagnée. Son intensité est renforcée tout en s'adaptant aux contraintes de la personne, le suivi peut se poursuivre en emploi si besoin, la remobilisation par la dynamique de groupe est favorisée et les étapes sont systématiquement proposées afin d'accompagner la personne vers l'autonomie et l'emploi.

Les conseillers en insertion professionnelle seront outillés au cours du 1^{er} semestre 2024 pour répondre à ce nouveau niveau d'exigence en termes d'animation des temps collectifs, d'évaluation de la bonne intensité de parcours, d'outils de diagnostic et d'évaluation de l'accompagnement réalisé.

L'utilisation du Fonds social européen (FSE) est modifiée dans sa finalité, même si le montant mobilisé est identique. Il vient désormais en co-financement des parcours d'accompagnement des structures proposant plus de 300 places (une délibération sera présentée en juin 2024 dans ce sens). Le FSE n'est plus fléché pour un type de public, ce qui permet de recevoir, dans les files actives, tous types de publics, en priorisant les personnes les plus fragilisées par rapport à un retour à l'emploi.

2° - Propositions de financements pour l'année 2024

Il est proposé au Conseil d'attribuer un montant total de 10 622 363,34 € en subventions de fonctionnement aux structures figurant en annexe 1, selon la répartition ci-après :

- les parcours sociaux : dans le cadre de l'accompagnement social mis en œuvre par les centres communaux d'action sociale et les associations, il est proposé de retenir 1 810 places représentant un montant total de subventions allouées de 966 505 €,

- les parcours socio-professionnels tels que conçus dans le cadre de la refonte : il est proposé de retenir 11 501 places pour un montant total de subventions de 7 848 441,10 €. Cet accompagnement est proposé par des partenaires essentiellement associatifs prenant en compte les bénéficiaires du RSA en fonction de leur situation. Dans ce volume, 95 625 € émanent au titre de l'expérimentation France Travail,

- les parcours thématiques : ces accompagnements ont pour objet la prise en compte des spécificités de certains publics mais permettent aussi de déployer des accompagnements sous des modalités originales et différentes, adaptées à certaines situations. Il est proposé de retenir 1 607 places pour un montant total de subventions de 1 807 417,24 €. Dans ce volume, 57 375 € émanent au titre de l'expérimentation France Travail.

Au total, des partenariats seront conclus avec 68 structures différentes, ce qui représente 87 conventions et 14 918 places d'accompagnement, selon l'état détaillé des subventions proposées par structure et par typologie d'accompagnement figurant dans cette annexe 1.

Par comparaison, en 2023, la Métropole avait subventionné 11 926 places pour un montant de 7 622 828 €, étant précisé que, pour cette année 2024, certaines de ces conventions s'inscrivent dans le cadre de l'expérimentation d'un accompagnement renforcé des allocataires du RSA sur les communes de Givors et Grigny. À ce titre, le montant de 153 000 € sera justifié sur l'enveloppe financière apportée par l'État au titre de l'expérimentation France Travail 2023-2024.

III - Les actions d'insertion pour la levée des freins et l'accompagnement vers l'emploi

1° - Cadre d'action et point d'étape

Ces actions visent à favoriser l'accès à la santé, la remobilisation, l'estime de soi, l'acquisition de compétences de base, etc. dans l'objectif d'une insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA, des bénéficiaires du RSJ ainsi que des personnes bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé et de l'allocation de solidarité spécifique, ou faisant l'objet d'un accompagnement contractualisé avec une mission locale, France Travail, une structure d'insertion dont l'insertion par l'activité économique.

Chaque action s'inscrit dans un territoire géographique défini et prend en compte les ressources locales existantes dans le cadre des dispositifs de droit commun. Elle correspond à une étape du parcours d'insertion du bénéficiaire. Elle est donc mobilisée pour une durée définie à l'avance, sur prescription du référent unique de parcours.

L'action répond à des objectifs définis et identifiés par le référent en concertation avec le bénéficiaire et mis en œuvre dans un délai déterminé en accord avec le référent garant du parcours de la personne. À ce titre, elle s'intègre dans un parcours d'insertion formalisé dans le cadre du contrat d'engagements, dont les contours et les modalités de suivi sont appelés à évoluer du fait des dispositions retenues par la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi.

Les actions d'insertion proposées ici, majoritairement en direction des bénéficiaires du RSA, se déclinent en deux grandes thématiques :

- la levée des freins : ces actions s'adressent à des bénéficiaires ayant des problématiques diverses (santé, mobilité, etc.) et/ou des freins sociaux, que ce soit en termes d'isolement, de contraintes familiales ou encore de maîtrise de la langue. La priorisation est mise en 2024 sur les faibles niveaux de maîtrise du français, sur la santé mentale et sur le diagnostic et l'accompagnement du handicap,

- l'accompagnement vers l'emploi : ces actions s'adressent à des bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi et ayant besoin d'accompagnements spécifiques ou d'un appui pour développer leurs opportunités d'insertion.

Désormais, la Métropole propose également des parcours intégrés vers l'emploi dans les domaines en tension de recrutement :

- le numérique,
- la mobilité durable (cycle et conduite de bus),
- l'industrie,
- le bâtiment et travaux publics.

Une délibération portant sur les attributions de subventions dans le cadre de l'appel à projets Parcours emploi intégré vers les métiers en tension est présentée au même Conseil.

Enfin, depuis 2023, les actions à destination des bénéficiaires du RSA sont toutes accessibles aux jeunes accompagnés dans le cadre du RSJ. Par simplification administrative, certaines conventions proposées dans cette délibération seront communes au financement d'actions jeunesse.

2° - Propositions de financement pour l'année 2024

Par délibération du Conseil n° 2023-1598 du 27 mars 2023, la Métropole a approuvé l'attribution, pour 2023, de subventions de fonctionnement d'un montant total de 1 685 062 € pour 73 actions pour la mise en œuvre des actions complémentaires mobilisées dans les parcours individuels des personnes bénéficiaires du RSA et toutes personnes en insertion, hors IAE.

Pour cette année, il est proposé de retenir 66 actions pour 4 857 bénéficiaires pour un montant total de 1 649 535,52 €. Elles bénéficient majoritairement aux allocataires du RSA, dans le cadre de la compétence de la Métropole. Par ailleurs, deux de ces actions n'ont pas de volume de bénéficiaires pré-identifié.

Les actions soutenues se décomposent de la manière suivante :

- actions favorisant la levée des freins dans le parcours d'insertion : 50 actions pour un montant de 973 811,52 €,
- actions visant au retour à l'emploi : 16 actions pour un montant de 675 724 €

Il est donc proposé au Conseil de procéder à l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant total de 1 649 535,52 € dans le cadre de la mise en œuvre des actions complémentaires mobilisées dans les parcours individuels des personnes bénéficiaires du RSA et toute personne en insertion, hors IAE, pour l'année 2024.

L'état détaillé des financements attribués par structure, place et action, est présenté en annexe 2 de la délibération.

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi ;

DELIBERE

1° - Approuve :

a) - le cadre métropolitain pour l'accompagnement social et socioprofessionnel des bénéficiaires du RSA, ainsi que pour les actions d'insertion, hors IAE, mobilisées dans les parcours des bénéficiaires du RSA,

b) - l'attribution, pour l'année 2024, de subventions de fonctionnement pour un montant total de 10 622 363,34 € au profit de différentes structures, pour les différents accompagnements proposés aux bénéficiaires du RSA tel que détaillé en annexe 1,

c) - la convention-type à passer entre la Métropole et chacune de ces structures, définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions,

d) - l'attribution, pour l'année 2024, de subventions de fonctionnement pour un montant total de 1 649 535,52 € au profit de différentes structures pour la mise en œuvre des actions complémentaires mobilisées dans les parcours individuels des personnes bénéficiaires du RSA et toute personne en insertion, hors IAE, et selon la répartition détaillée en annexe 2,

e) - la convention-type, pour les actions dédiées exclusivement aux personnes bénéficiaires du RSA, à passer entre la Métropole et chacune de ces structures au titre des actions complémentaires, hors IAE, mobilisées dans les parcours individuels des personnes bénéficiaires du RSA, définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions,

f) - les conventions spécifiques pour tout public en insertion, à passer entre la Métropole et chacune des structures, pour la mise en œuvre des actions complémentaires mobilisées dans les parcours individuels des personnes bénéficiaires du RSA et toutes personnes en insertion hors IAE, définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions

2° - Autorise le Président de la Métropole à signer lesdites conventions et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3° - La dépense de fonctionnement en résultant soit 12 271 898,86 €, sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2024 et 2025 - chapitre 017 - opération n° 0P36O5757 pour un montant de 10 469 363,34 €, opération n° 0P36O5862 pour un montant de 153 000 €, opération n° 0P36O5739 pour un montant de 973 811,52 €, opération n° 0P36O5733 pour un montant de 610 724 € et opération n° 0P36O5774 pour un montant de 65 000 €.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Publié le : 12 mars 2024

Accusé de réception en préfecture : 069-200046977-20240311-320332-DE-1-1 Date de télétransmission : 12 mars 2024 Date de réception préfecture : 12 mars 2024